



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-10-15/2025-10-31]

Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre

Jeudi 16 octobre.

Trois localités d'Ituri bénéficient des infrastructures communautaires pour renforcer la paix et le développement, réalisés par la Monusco. À Bali, plus de quarante lampadaires solaires ont été installés, notamment au marché et au centre de santé. Cette initiative a permis de réduire la criminalité et de faciliter les déplacements nocturnes, en particulier pour les malades se rendant à l'hôpital. À Schubert, la Monusco a réhabilité une route et construit un pont stratégique reliant les groupements d'Ame, Nyoka et Mbr'bu. Avant ces travaux, ces entités étaient enclavées, rendant les déplacements difficiles, surtout en saison des pluies. Le pont Amani, construit à Lidda, relie désormais le centre commercial de Fataki à plusieurs villages environnants. Ce projet vise à renforcer la cohésion sociale entre des communautés autrefois en conflit, tout en facilitant l'acheminement des vivres vers les marchés. Ces projets s'inscrivent dans la stratégie de la Monusco visant à favoriser la stabilité, la sécurité et le développement local dans des zones affectées par les conflits armés.

Les exportations turques vers l'Afrique ont atteint 21,5 milliards USD en 2024. La Turquie vise à renforcer ses relations économiques avec les pays africains selon le principe du gagnant-gagnant, contribuant à l'intégration, au développement économique et à la croissance industrielle du vieux continent. Le thème principal du Forum, prévu du 16 au 17 octobre, est : « Renforcer les relations Türkiye-Afrique pour des gains mutuels », avec des secteurs prioritaires comprenant notamment l'agriculture et l'alimentation, les énergies renouvelables, l'exploitation minière, la défense et les technologies numériques. Selon les organisateurs, cette session réunit plus de 4 000 professionnels venus de tous les pays africains et de Turquie, y compris des représentants de la Banque africaine de développement, de l'Afreximbank et de la Türk Eximbank. Au premier jour, le panel « Dialogue Türkiye-Afrique sur le leadership et l'entrepreneuriat des femmes » se tient en présence de la Première Dame Emine Erdogan de la République de Turquie et de la Première Dame Ana Afonso Dias Lourenço de la République d'Angola. Des femmes d'affaires turques et africaines y partagent leurs expériences dans la transformation du paysage économique, discutent des opportunités de collaboration et explorent des moyens de promouvoir une participation accrue et une représentation renforcée des femmes dans les postes de direction.

Attaque et prise d'otages à la Rawbank Victoire à Kinshasa. Selon les premières informations, les assaillants se sont retranchés à l'intérieur de la banque, prenant en otage plusieurs employés et clients présents sur les lieux. La Police nationale congolaise est intervenue rapidement, déclenchant des échanges de tirs avec les criminels. Le périmètre a été bouclé par les forces de l'ordre. Les otages ont finalement pu sortir de la banque. Jusqu'à 11 heures, les assaillants étaient encore à l'intérieur du bâtiment. Certains de leurs complices, qui faisaient le guet à l'extérieur, ont réussi à s'enfuir, mais quelques-uns ont été arrêtés. L'opération policière était toujours en cours.

IGF et Banque mondiale font chorus pour renforcer le contrôle des finances publiques. Cet échange avait pour but de permettre à l'institution de Bretton Woods de se renseigner sur les missions de contrôle menées par l'Inspection générale des finances, sur les résultats obtenus et leur impact dans le cadre de la responsabilité financière. Les discussions ont également porté sur des solutions possibles pour renforcer le contrôle des finances publiques, ainsi que sur les pistes de soutien que la Banque mondiale pourrait apporter pour accroître l'efficacité de l'IGF dans le développement économique de la RDC. Ainsi, cette réunion marque le début d'une nouvelle phase de collaboration entre l'IGF et la Banque mondiale, deux partenaires déterminés à unifier leurs efforts pour renforcer la gestion des finances publiques en RDC et favoriser une gouvernance axée sur la transparence et la responsabilité. (**AfricaNews**)

À Beni, l'appréciation du franc congolais n'influence pas les prix des biens. Les habitants de Beni constatent une perte de pouvoir d'achat qui provoque le désarroi dans les ménages déjà fragilisés par l'insécurité persistante, alors que le USA se change actuellement contre 2 300 FC, au lieu de 2 800 FC il y a peu. « Le plus inquiétant, c'est qu'on affirme que le taux du dollar baisse, mais les prix des produits ne suivent pas. Imaginez : un kilo de viande qu'on achetait entre 15 000 et 18 000 FC quand le dollar valait 28 000 à 29 000 FC se vend toujours au même prix. C'est pareil pour presque tous les produits. Les gens souffrent énormément et il n'y a aucune réglementation ». Face à cette situation, les opérateurs économiques ont l'obligation de respecter le taux de change officiel fixé par la Banque centrale du Congo. Le commissaire supérieur principal interdit tout taux parallèle et exige l'affichage clair des prix en FC dans les points de vente.

Est de la RDC: les négociations se poursuivent entre Kinshasa et l'AFC/M23 sur l'échange de prisonniers. Après la signature mardi 14 octobre à Doha du mécanisme conjoint de vérification du cessez-le-feu entre le gouvernement congolais et le groupe politico-militaire AFC/M23, les discussions se poursuivent dans la capitale qatarienne. Encore une étape avant d'entrer dans le vif du processus de paix : l'ouverture du dialogue sur les causes profondes du conflit. Un mois après la signature du mécanisme prévu à cet effet, rien ne s'est encore passé sur le terrain, alors que c'est sans doute la tâche la plus difficile dans cette étape des préalables : l'échange des prisonniers. Le Comité international de la Croix-Rouge, chargé de jouer le rôle d'intermédiaire neutre pour l'identification, la vérification et la libération sécurisée des détenus des deux camps, attend toujours que les deux parties s'accordent. « C'est un marathon, pas un sprint », a prévenu le CICR. Plusieurs questions restent en suspens : les listes doivent être finalisées, les prisonniers localisés, et certaines questions juridiques doivent encore être tranchées. Des réunions de travail se tiennent actuellement à Doha entre les deux délégations. Selon nos informations, elles devraient se poursuivre encore une dizaine de jours. Sur le plan diplomatique, l'optimisme est prudent. Le Qatar, les États-Unis et l'Union africaine suivent de près ces discussions et exercent une pression sur les deux camps pour avancer dans ce processus délicat. . (**RFI**)

Vendredi 17 octobre.

Ituri : des ex-combattants saluent les projets de réinsertion communautaire. Ils ont fait cette déclaration en présence d'une délégation de l'Union européenne, l'un des principaux bailleurs de fonds, en mission d'évaluation des activités de réinsertion sociale et de cohabitation pacifique de ces anciens miliciens dans la province. Ces miliciens du groupe armé d'autodéfense « ZAIRE » ont bénéficié, en mai dernier, d'un projet d'élevage de vingt-cinq vaches initié par la Monusco. Ils ont également participé, aux côtés de 48 membres de la communauté locale, aux travaux de réhabilitation de certaines routes de desserte agricole reliant les villages de Kokolombi, Ngona et Rwampara. Cinq mois après, ces démobilisés affirment ne pas regretter d'avoir intégré la vie civile et communautaire, en déposant les armes pour devenir des artisans de la paix : « Je demande à mes frères qui sont encore en brousse de déposer les armes et de venir vivre dans la société».

Au moins 100 femmes bénéficient des kits des AGR à Nyirangongo. Ce don s'inscrit dans le cadre d'un projet d'appui à l'autonomisation des femmes et filles dans cette partie du Nord-Kivu. Elles tentent de reprendre leur vie après plus de deux ans passés dans les camps de déplacés autour de Goma. Ce projet est mis en œuvre par l'ONG Action unie pour le développement intégral en RDC et appuyé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Chaque femme bénéficiaire a été appuyée dans le secteur d'activité qu'elle avait choisi, a expliqué la cheffe de ce projet. « Il y a celles qui ont choisi l'agriculture des pommes de terre, des choux, celles qui ont choisi le petit commerce ; par exemple pour l'agriculture, on a donné les semences et tous les outils aratoires. Pour le petit commerce on a donné tout ce qui va avec : l'étalage, le parasoleil pour se protéger de la pluie ; celles qui ont choisi la préparation des beignets ont reçu des œufs, de la farine, du riz, même les bassines dans lesquelles présenter leurs beignets », a-t-elle fait savoir.

Mapendo banque alimentaire célèbre ses cinq ans à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation. L'objectif de Mapendo Banque alimentaire est d'atteindre davantage de personnes vulnérables à travers le pays et lutter contre le gaspillage alimentaire, l'un des piliers de son action. Elle prévoit d'étendre ses activités dans d'autres provinces afin d'apporter un soutien concret aux personnes touchées par la faim. La responsable de l'administration et

des finances, a rappelé les principales missions de Mapendo, notamment : la collecte et redistribution de denrées alimentaires ; la sensibilisation contre le gaspillage ; le renforcement des partenariats communautaires. Cette journée mondiale a été célébrée sous le thème : « Ensemble, nourrissons la vie et préservons nos sources ».

Les exportations de cobalt reprennent après cinq mois d'interruption. En tête de la liste des sociétés minières qui vont exporter de nouveau du cobalt : le groupe chinois Cmoc avec 6 500 tonnes, suivi de Glencore avec plus de 3 900 tonnes et le groupe ERG, détenu à 40% par l'État kazakh, avec un peu plus de 2 000 tonnes. Au total, le pays prévoit d'exporter 18 125 tonnes d'ici fin 2025. La société civile dénonce une attribution discriminatoire des quotas, car il y a 12 sociétés qui n'ont pas été retenues, sans explication. Le directeur de l'ONG la Sentinelle ne comprend pas pourquoi deux sociétés publiques, sans aucune référence dans cette matière, ont été retenues. « On est dans une situation de traitement discriminatoire où l'on privilie des entreprises de l'État. On parle de l'entreprise générale du cobalt qui n'a jamais exporté et qui n'a pas de mines opérationnelles. Vous avez aussi STL. Le Code minier ne distingue pas les opérateurs en fonction des capitaux détenus par l'État Congolais », explique-t-il. Shadrack Mukad, directeur de l'ONG Casmia basée à Kolwezi, exige aussi de l'équité dans cette répartition. « Nous avons alerté pour qu'il n'y ait pas de favoritisme et que l'on n'attribue pas des quotas élevés à certaines entreprises. Nous avons insisté sur le fait que certaines sociétés ne figurent pas sur la liste ». L'Arecoms assume sa décision. L'attribution des quotas stratégiques s'effectue à son entière discréction. (RFI)

Ituri : 4 villages vidés de leurs habitants à la suite de l'attaque des ADF dans le site minier « Cinquantenaire », situé à deux km de Mayuwan, dans le territoire de Mambasa. Les assaillants, parmi lesquels figuraient des enfants de moins de 18 ans, ont ouvert le feu avant de se diriger vers les villages environnants : Some, Masange, Mayuano et Bango. Ces localités se sont vidées de leurs habitants, qui ont fui vers Mambasa-centre, Teturi et Biakato, selon plusieurs témoignages recueillis sur place. Alertées par la population, les forces loyalistes sont intervenues pour stopper l'avancée des rebelles. Le bilan fait état d'un ADF tué et d'un autre, âgé de 17 ans, capturé. Des zones minières de Mambasa sont régulièrement la cible d'attaque des rebelles ADF, semant la terreur malgré les efforts militaires.

Près de 72 millions de personnes sont en âge de travailler en RDC, selon la BM. Cette déclaration s'inscrivait dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, célébrée le 17 octobre de chaque année. Le directeur des opérations de la Banque mondiale en RDC estime que la RDC peut aller encore plus loin et adopter une approche plus audacieuse pour avoir un impact significatif à grande échelle. « A travers des projets transformateurs comme le Programme de Développement Inga 3 (PDI3), le Corridor de Lobito et le corridor PACT reliant Mbuji-Mayi à l'Est de la RDC, le pays pourra créer des emplois de qualité et stimuler la croissance du secteur privé. Parallèlement à cette approche ambitieuse, la Banque mondiale poursuit ses efforts pour accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de réformes structurelles visant à améliorer le climat des affaires », a-t-il déclaré. Il a également assuré que son institution renforcera son soutien à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, afin de contribuer à la réduction de la pauvreté et à la création d'une prospérité durable en RDC et dans toute l'Afrique subsaharienne.

Samedi 18 octobre.

Trois groupes armés accusés d'exactions contre les civils à Masisi. Le groupe armé Union des patriotes et démocrates pour la défense du Congo (UPDC), de Noah Maachano, ainsi que les factions de la Coalition des patriotes résistants congolais (PARECO-FF), commandées respectivement par Kigingi Jean de Dieu et Mutayomba Jam's, sont particulièrement pointés du doigt. Dans leur bref rapport, des notables d'Ufamandu, énumèrent le non-respect du pouvoir coutumier local, la perception de taxes illégales sur les marchandises, l'exploitation illégale de certains sites miniers. Ils ajoutent aussi des prélèvements forcés sur les voyageurs. Des montants allant de 1000 à plus de 2000 francs congolais sont exigés à tout passant se présentant à ces barrières transportant un colis, qu'il s'agisse d'une poule ou d'un bidon vide.

La coalition « Congo n'est à pas vendre » exhorte l'État à revoir ses procédures de passation des marchés. Dans une note intitulé « le Cobalt à prix cassé, la corruption à plein tarif qui est un panorama du bradage des actifs miniers de la Gécamines dans le projet Mutanda mining », la coalition dénonce également la corruption et le bradage des actifs miniers de la Générale des carrières et des mines (Gécamines) dans le projet Mutanda Mining, situé dans la province du Lualaba. Selon le coordonnateur de la coalition CNPV, la Gécamines et l'État congolais ont perdu des milliards de dollars en raison de transactions opaques et de sous-évaluation des actifs, notamment entre 2007 et 2012. La Gécamines n'aurait perçu très peu d'argent, tandis que d'autres acteurs, comme le groupe Ventora lié à Dan Gertler, auraient tiré des milliards USD de la revente de ces parts. La CNPV accuse la vente des parts et des redevances du projet d'avoir été marquée par des pratiques irrégulières sans évaluations préalables ni appels d'offres publics, aboutissant à la perte de contrôle de la Gécamines sur ce projet stratégique. Par conséquent, la coalition demande au gouvernement congolais d'auditer ces passations de marchés, de revisiter les accords conclus, et d'envisager des mesures pour restituer les actifs

acquis de manière illégale et garantir une meilleure gouvernance des ressources naturelles au profit de la population congolaise.

Le Kenya devient-il un carrefour politique pour la RDC ? C'est dans la capitale kényane qu'a été créé, mercredi dernier, Sauvons la RDC, un mouvement dirigé par l'ex-président Joseph Kabila, récemment condamné à mort par la haute cour militaire. Ce comportement des autorités kényanes provoque de la colère du pouvoir congolais. "Quand on voit un président Ruto qui se comporte en bandit, invitant les autres bandits chez lui, parce qu'il a le pouvoir de mettre à mal la RDC, là, nous disons non. Aujourd'hui, le Kenya est considéré comme un pays envahisseur du fait que son président donne une chance à tous ceux qui mettent à mal notre pays et leur accorde l'hospitalité", déplore Makutano. Kinshasa a rappelé son ambassadeur à Nairobi après la création de l'AFC-M23, en décembre 2023. La colère des autorités congolaises s'est aggravée, en août dernier, lorsque le président kényan, William Ruto, a nommé un consul à Goma, une zone sous contrôle rebelle. Ironie de l'histoire, c'est également à Nairobi que Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe, alors opposants au régime de Joseph Kabila, s'étaient rencontrés, en novembre 2018, pour créer le Cap pour le changement. Une coalition de deux alliés, à savoir l'UDPS de Tshisekedi, et l'Union pour la nation congolaise, l'UNC de Kamerhe. (**Deutsche Welle**)

L'Assemblée nationale adopte une recommandation reconnaissant officiellement le Genecost en RDC. Le Genecost désigne un génocide silencieux visant l'exploitation des ressources naturelles au détriment de la population, en perpétrant des violences massives pour contrôler les richesses du pays.

Le Programme alimentaire mondial réduit son assistance en raison d'un manque de financement. Sur les 2,3 millions de personnes considérées comme en situation d'urgence, toutes dans l'est du pays, le Programme alimentaire mondial n'en assiste plus que 600 000 par mois. Et si les financements ne sont pas rétablis, ce chiffre pourrait chuter à 300 000 dans les prochaines semaines, soit un très faible pourcentage des besoins. Ailleurs en RDC, certains programmes ont déjà fermé. C'est le cas, dans le Mai-Ndombe, théâtre d'affrontements entre communautés où 120 000 personnes bénéficiaient d'une aide alimentaire. Concernant les réfugiés, 300 000 personnes venues pour la plupart de Centrafrique ou du Soudan du Sud, ces derniers n'ont reçu qu'une aide très partielle en 2025. Et l'an prochain, elles ne seront plus assistées. La chute des financements est drastique et les conséquences n'en sont que plus lourdes dans un pays immense où la logistique est coûteuse et complexe. Le PAM espère un sursaut de solidarité. En RDC, nous avons reçu environ 100 millions USD cette année, alors qu'il nous en faut 400 millions pour répondre aux besoins, à un niveau qui soit raisonnable. Les conséquences sont terribles : nous devons désormais décider qui va manger et qui ne mangera pas. (**RFI**)

À la Journée nationale de la paix à Lubumbashi, l'archevêque appelle à la solidarité et au respect mutuel, des vertus essentielles pour instaurer une paix durable dans la nation d'Afrique centrale. « La paix est une nécessité vitale à laquelle nul ne peut se soustraire. Une société sans paix ne peut prétendre au bien-être, au développement ni à la sécurité. La paix n'est pas spontanée. La paix doit être construite chaque jour par tous, à travers le dialogue, la solidarité, le respect mutuel et surtout la patience. Parvenir à un engagement effectif pour la justice, la paix et le vivre-ensemble n'est pas une tâche aisée. Cela exige du courage, du dévouement et la volonté de vivre unis comme un seul peuple ». L'éducation à la paix occupe une place centrale dans la mission de l'Église, a-t-il rappelé, saluant les efforts des membres de la Commission Justice et Paix pour la promotion d'une paix durable. Leurs initiatives sur le terrain ont, selon lui, joué un rôle essentiel dans la « promotion active de la paix et de la réconciliation à travers le pays ». (**ACI Africa**)

Arrestation de 11 présumés meurtriers de quatre agents de santé à Isangi. Ces arrestations sont le fruit d'un travail minutieux des services de renseignements, appuyés par les Forces armées de la RDC et la police nationale, dans le cadre de l'enquête ouverte après le drame du 6 octobre. Ce jour-là, quatre agents de santé, dont un médecin, ont été atrocement battus avant d'être tués dans les villages de Yanfira et Ilambi, alors qu'ils étaient en mission officielle. Ils ont été accusés à tort par des habitants d'appartenir à un réseau mystique qui ferait disparaître les organes génitaux des personnes à leur contact physique.

Dimanche 19 octobre.

45 personnes tuées en deux mois en Ituri, dénonce la société civile. Entre les 15 août et 16 octobre 2025, au moins 45 civils ont été tués, 7 blessés et 604 habitations incendiées dans les territoires de Djugu et Irumu, victimes d'attaques menées par des groupes armés non identifiés, rapporte la société civile. Cette spirale de violence a provoqué le déplacement de nombreuses familles, contraintes de fuir leurs villages pour rejoindre des zones jugées plus sécurisées. Les acteurs locaux dénoncent une détérioration rapide du tissu social et humanitaire, aggravée par l'absence de

protection suffisante. Enfin, la même source exhorte le gouverneur militaire à organiser des opérations ciblées contre les miliciens de la Codeco, accusés de commettre des exactions quotidiennes au même titre que la CRP.

L'opposant Seth Kikuni brièvement arrêté à son retour d'une réunion organisée par Joseph Kabila au Kenya. Ancien candidat à la présidentielle et président du parti Piste pour l'émergence, retrait de Nairobi, au Kenya, où il a pris part, au lancement de la plateforme d'opposition Sauvons la RDC initiée par l'ancien président Joseph Kabila. « Son passeport a été confisqué par la DGM. Il a ensuite été appréhendé, de manière brutale, cagoulé et menotté par les agents de l'ANR et de la Demiap. Or, l'ANR est sous l'autorité du président de la République, ce qui veut dire que l'arrestation arbitraire du président Seth Kikuni a été ordonnée par M. Félix Tshisekedi ». Son parti, Piste pour l'émergence, il dénonce un « acte d'intimidation », une prise d'otage politique et une nouvelle dérive du pouvoir de Félix Tshisekedi qui considère le conclave de Nairobi comme une messe noire. Dans la soirée, Maître Ramazani Shabani, avocat de Seth Kikuni, a confirmé que son client avait été libéré après son audition par les services de sécurité. (RFI)

Vague de démissions au sein de la milice CRP de Thomas Lubanga. Cinq cadres fondateurs, dont le premier vice-président, ont annoncé le 18 octobre, leur démission collective. Dans leur déclaration, ces dissidents reprochent à Thomas Lubanga une gestion autocratique, un clanisme exacerbé, un affairisme rampant et une instrumentalisation économique du conflit en Ituri. D'après eux, le président de la CRP solliciterait régulièrement des contributions financières auprès d'opérateurs économiques de la province, sous prétexte de financer « l'effort de guerre », sans transparence ni responsabilité. « Depuis la naissance du mouvement, aucune ligne claire n'a été définie. Il n'y a ni vision, ni inclusion, seulement un repli sur un cercle restreint à visée tribale », déclare l'un des signataires de la déclaration.

Pauvreté en RDC : des acteurs sociopolitiques plaident pour la réorganisation de l'économie. À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, célébrée le 17 octobre, plusieurs acteurs politiques et sociaux congolais se sont exprimés sur la situation alarmante de la pauvreté en République démocratique du Congo. Alors que, selon la Banque mondiale, 85,3 % des Congolais vivent avec moins de 3 dollars par jour, les opinions divergent quant aux causes profondes de cette précarité et aux pistes de solutions. Pour Steve Mbikayi, député national et membre de l'Union sacrée, les statistiques internationales ne reflètent pas fidèlement la réalité du pays. Il estime que l'économie informelle, largement dominante en RDC, n'est pas prise en compte dans les calculs officiels du PIB : « Il faut organiser ce secteur pour qu'il contribue aux recettes de l'État et bénéficie d'un encadrement social ». Le porte-parole de la plateforme d'opposition Lamuka, pointe du doigt la mauvaise gestion des finances publiques et le détournement des fonds destinés au développement. « Comment un pays qui dispose de 80 millions d'hectares de terres arables peut-il compter 28 millions de personnes en insécurité alimentaire ? ». L'opposant dénonce également la sous-exploitation des ressources hydroélectriques du pays. Enfin, le coordonnateur de la Nouvelle société civile congolaise, évoque une série de facteurs interdépendants : mauvaise gouvernance, corruption, impunité, conflits armés, mais aussi l'absence de transformation locale des ressources naturelles. Au-delà des divergences politiques, ces voix s'accordent sur une nécessité commune : réorganiser l'économie nationale et améliorer la gouvernance.

L'opposant Moïse Katumbi réaffirme son engagement pour un dialogue inclusif en RDC. Ce message fait suite au discours du Président angolais et président de l'Union africaine, João Lourenço, prononcé récemment devant les corps constitués de son pays. João Lourenço a identifié trois conditions pouvant permettre le retour d'une paix durable en RDC et dans la région des Grands lacs, notamment : • Le retrait des troupes rwandaises de la RDC • Le démantèlement définitif des FDLR • La tenue d'un dialogue inclusif entre les Congolais. Pour le parti de Moïse Katumbi, ces propos du président angolais démontrent son engagement fort et déterminé pour la stabilité de la RDC et de la région des Grands Lacs. Dans son communiqué, Ensemble pour la République rappelle que ce dialogue politique inclusif entre les Congolais, idéalement conduit par la Cenco et l'ECC, constitue une voie incontournable pour traiter les causes profondes de la crise et restaurer la paix et la stabilité et remettre le Congo sur les rails dans le respect strict de la constitution. « Nous réitérons notre engagement résolu à soutenir toute initiative favorisant ce dialogue inclusif réunissant toutes les composantes de la société congolaise : forces politiques, majorité présidentielle, opposition non armée, AFC/M23 et société civile. ».

Kalemie : l'UNICEF apporte une aide non alimentaire à 3 544 familles déplacées. Ce don, distribué par les volontaires de la Croix-Rouge de la RDC, comprenait des ustensiles de cuisine, des couteaux, des assiettes, des sacs, des nattes, des seaux, des bidons, du savon ainsi que des serviettes hygiéniques destinées aux femmes et aux jeunes filles. en âge de procréer. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet Réponse rapide, financé par le Bureau for Humanitarian Assistance et la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes.

Lundi 20 octobre.

La RDC et l'Ouganda réaffirment leur coopération pour dynamiser les échanges commerciaux transfrontaliers. Les deux pays ont souligné la nécessité d'améliorer les infrastructures frontalières, de renforcer la coordination douanière et de lutter contre les barrières non tarifaires pour fluidifier les échanges. Ils se sont aussi engagés à stimuler les investissements conjoints dans des secteurs clés tels que l'agriculture, la logistique et la production manufacturière. La sécurité des pêcheurs sur le lac Édouard, la lutte contre la criminalité transfrontalière, la fraude et la contrebande, ainsi que l'ouverture potentielle d'une liaison aérienne entre villes frontalières, sont également au cœur des discussions.

Sakombi Molendo dévoile le scénario derrière le protocole d'accord le Gouvernement et la société américaine Hydro-Link LLC. Le ministre des Ressources hydrauliques et de l'électricité, a cherché à clarifier et rassurer l'opinion publique suite à la signature d'un protocole d'accord entre le gouvernement de la RDC et la société américaine Hydro-Link LLC. Cet accord vise à établir des lignes de transport d'hydroélectricité depuis l'Angola vers les zones minières du sud-est de la RDC. Dans une interview, le ministre a dévoilé le scénario derrière ce mémorandum d'entente, précisant que l'importation d'énergie angolaise répond à un besoin énergétique urgent dans les régions du Lualaba et du Haut-Katanga, où les entreprises ne fonctionnent qu'à 20 % de leur capacité. «L'objectif de cette initiative est de relancer la production minière, d'accroître les recettes publiques et de renforcer l'intégration régionale». Il a également ajouté que le projet énergétique repose sur cinq piliers: la réhabilitation des infrastructures, l'intégration régionale, l'électrification décentralisée, la mobilisation du secteur privé et la viabilité financière. Le ministre a indiqué que la demande en énergie dans le Grand Katanga est estimée à 1,4 GW, alors que l'offre n'atteint que 750 MW, entraînant un déficit compris entre 1000 et 1500 MW. Pour Sakombi Molendo, la stratégie gouvernementale inclut l'importation d'énergie à court terme, le développement de projets nationaux et une amélioration du réseau électrique. Il a également révélé que le projet Grand Inga, un élément clé de la souveraineté nationale, est en cours, accompagné de mesures temporaires pour relier l'Angola à la RDC et réhabiliter des centrales. En outre, le Fonds Mwinda, lancé récemment pour accélérer l'électrification rurale, progresse bien, avec des actions concrètes mises en place pour soutenir les projets électriques. (AfricaNews)

À Nyunzu, la FAO soutient la lutte contre la malnutrition par l'agriculture communautaire. À Kihi, village ciblé par le programme, des semences de qualité et des outils aratoires (houes, bêches, râteaux, arrosoirs...) ont été distribués aux ménages pour renforcer leur autonomie alimentaire. Sur près de 2 hectares, les familles ont cultivé des tomates, oignons, ciboulettes, aubergines, gombos et choux. Le vendredi 18 octobre, jour de récolte, femmes, hommes, jeunes et personnes âgées se sont mobilisés pour cueillir les fruits de plusieurs mois de travail acharné. « Cette récolte va améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région », affirme le coordonnateur des opérations à la FAO. Pour garantir la durabilité de l'initiative, la FAO mise sur : l'appropriation des techniques agricoles par les bénéficiaires, l'implication des autorités locales, la collaboration avec les ONG dans la région. Ce projet illustre une approche intégrée de la lutte contre la malnutrition, fondée sur l'autonomisation des communautés rurales et le renforcement des capacités locales.

Symphorien Kwengo appelle à une réponse humanitaire coordonnée en faveur de plus de 6 millions de déplacés internes en RDC. Selon les statistiques publiées, en juin dernier, par le Bureau de coordination humanitaire en RDC, plus de 6 millions de Congolais vivent actuellement en situation de déplacement forcé, conséquence directe de l'insécurité persistante dans plusieurs régions du pays, mais aussi de catastrophes naturelles et d'autres crises humanitaires. Face à cette urgence humanitaire, le président du Réseau des ONG de défense des droits des déplacés internes appelle à une meilleure coordination entre les acteurs de la société civile, les autorités étatiques et les agences humanitaires.

Réintigration dans la communauté de 196 enfants sortis de groupes armés à Moba. Cette opération a bénéficié de l'appui de l'Association pour la protection de l'enfant et le développement communautaire et financé par l'Unicef.

Reprise officielle du trafic ferroviaire entre Kinshasa et Matadi, le 18 octobre, après plusieurs années de suspension. Ce retour du train entre Kinshasa et Matadi marque une étape importante dans la relance du transport ferroviaire en RDC, avec des perspectives économiques et logistiques prometteuses pour la région.

Kinshasa réclame une redéfinition du projet du corridor de Lobito. Le ministre des Finances a eu une séance de travail avec la Directrice générale de la Banque mondiale, le 18 octobre à Washington, lors des Assemblées d'automne du FMI et de la Banque mondiale. Les échanges autour du corridor de Lobito ont permis de poser les fondations d'une coopération renforcée, visant à redéfinir ce projet non seulement comme un simple axe de transport minier, mais aussi

comme un véritable couloir de développement, soutenu par des investissements dans l'agriculture, l'énergie et les agglomérations situées le long du tracé. Le Gouvernement a réaffirmé son engagement à développer les deux sections principales du corridor: Tenke–Lubumbashi–Sakania et Tenke–Kolwezi–Dilolo, allant jusqu'à la frontière angolaise et au port de Lobito. Ce processus devrait engendrer des effets positifs tant sur le marché de l'emploi que sur l'agriculture. Dans ce cadre, le Gouvernement a également soumis une demande de financement de 500 millions de dollars à la Banque mondiale, qui a accepté d'examiner cette demande concernant le projet du corridor de Lobito. (**AfricaNews**)

Mardi 21 octobre.

Des défenseurs des droits humains fuyant les représailles du M23 à Goma plaident pour une assistance urgente. Des défenseurs des droits humains contraints de fuir Goma, en raison de menaces liées à leur lutte contre les exactions de l'AFC/M23 et de l'armée rwandaise, vivent dans une grande précarité à Beni et Butembo. Dans une lettre adressée au ministre des Droits humains, ils réclament une assistance urgente pour pallier leur manque de moyens de subsistance et d'accès aux soins. Ils précisent que leur engagement à dénoncer les violations des droits humains et le pillage des ressources a conduit à des menaces directes, les obligeant à quitter leurs zones habituelles pour échapper à ces dangers.

La RDC et le Rwanda se retrouvent à Washington : que peut-on attendre des deux jours de discussions ? Les délégations de la RDC et du Rwanda se réunissent à Washington les 21 et 22 octobre pour tenter de faire avancer l'accord de paix signé en juin dernier. Les parties se sont retrouvées pour la dernière fois dans ce cadre 17 et 18 septembre et avaient alors décidé d'actionner le concept des opérations (Conops), à partir du 1er octobre. Marquant ainsi le début de la lutte contre les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Dans ce contexte, les Fardc avaient lancé un message à ces rebelles rwandais, les appelant à se rendre aux Fardc ou à la Monusco. Selon les premières informations, il n'y a pas eu de reddition des FDLR, ni auprès de la Monusco, ni auprès de l'armée congolaise. Pendant les deux jours de réunion à Washington, il sera donc question d'évaluer cette première phase de lutte contre le groupe armé. Une phase durant laquelle il a été question de sensibilisation, planification, coordination et d'échange de renseignements. (**RFI**)

Plus de 700 maisons construites à Nyunzu pour renforcer la paix et la résilience des populations retournées. Le Fonds humanitaire des Nations Unies a financé la construction de ces maisons dans le village de Kabeya Mukena, au Tanganyika, au profit des retournés des communautés Twa et Bantoue ayant tout perdu lors des conflits armés. Une bénéficiaire du projet, affirme que ces abris vont drastiquement changer leur vie : « Ces maisons ont changé notre vie. Avant, nous vivions dans des huttes en paille, exposés à la pluie. Aujourd'hui, nos familles sont en sécurité, protégées par des toitures en tôle ». Outre les logements, le village bénéficie d'un centre de santé équipé par l'Unicef, qui soutient également des programmes de nutrition. Par ailleurs, Caritas a mis en place des comités locaux de résolution pacifique des conflits, contribuant à renforcer la cohésion sociale et la stabilité communautaire.

Ouverture imminente d'un centre de capture des passeports biométriques à Beni, qui sera installé à la mairie de Beni. Il vise à faciliter l'accès au passeport pour les habitants de Beni et Butembo, et d'autres coins de la province, évitant ainsi aux demandeurs de se déplacer vers des villes plus lointaines comme Bunia ou Kinshasa. Ce service sera opérationnel pendant un mois, avec un délai de 3 semaines pour obtenir le passeport une fois les formalités accomplies.

RDC : la question des FDLR dans les discussions de paix. À Washington, les délégations congolaise et rwandaise se retrouvent ces 21 et 22 octobre pour une nouvelle session du Mécanisme conjoint de coordination de la sécurité. L'objectif est de relancer l'accord de paix, signé en juin dernier, sous médiation américaine. Mais une question centrale, difficile, reste celle des FDLR, la rébellion à majorité hutu, opposée au pouvoir de Kigali. Or "l'accord de principe ou l'accord global de Washington et de Doha demande la neutralisation des FDLR en RDC. Cette neutralisation signifie se rendre auprès de la Monusco. Et nous avons vu que les FDLR ont fait une communication qui montre qu'ils sont prêts à se rendre, mais ils demandent aussi une chose qui est très importante : établir un dialogue entre Rwandais. Mais tu ne peux pas faire un dialogue avec une personne qui a encore les armes. Pour le Rwanda, les FDLR sont des épines dans leurs bottes. Alors, avec cet accord, nous allons voir si les FDLR vont rentrer chez eux." Dans ce contexte diplomatique, les Congolais attendent avant tout des actes concrets, alors que les violences se poursuivent. Le 20 octobre de violents combats ont été signalés à Nyabiondo, dans la province du Nord-Kivu, entre les milices wazalendo et les rebelles de l'AFC-M23. Une nouvelle violation du cessez-le-feu, mis en place par l'Accord de Washington. (**Deutsche Welle**)

Samuel Mbemba : « Le défi majeur de la RDC pour les droits humains reste la guerre d'agression, qui occasionne, chaque jour, des violations massives et systématiques des droits de l'homme dans la partie Est du pays ». Le ministre des Droits humains représente la RDC, depuis le 21 octobre, à la 85e session de la Commission africaine des droits de l'homme et des Peuples (CADHP), à Banjul, en Gambie. Il a rapporté que la RDC, sous le régime de

Tshisekedi, a réalisé plusieurs progrès dans la promotion et protection des droits de l'homme. Il a cité entre autres, la parité homme-femme, la gratuité de l'enseignement de base, la formation professionnelle pour la jeunesse désœuvrée, la prise en charge des enfants drépanocytaires, la Couverture Santé Universelle dont la gratuité de la maternité et la justice transitionnelle pour la prise en charge holistique des femmes victimes des victimes de la guerre d'agression. Il annonce par ailleurs la création d'un mémorial du Genocost qu'il a invité les participants à visiter à Kinshasa. Le ministre a en outre signalé que le Parlement congolais a adopté, le 17 octobre courant, la résolution reconnaissant les génocides commis en RDC. (Actualité.CD)

Mercredi le 22 octobre.

Cri de détresse des déplacés de guerre du Nord et Sud-Kivu refugiés à Kinshasa. « Nous menons une vie très difficile à Kinshasa. Certains sont hébergés dans des familles d'accueil, d'autres dans des écoles ou des églises. Il y a même ceux qui n'ont rien, pas même de quoi boire », témoigne Augustin Kazaroho, porte-parole des déplacés. Face à cette urgence, une délégation de déplacés a été reçue le 20 octobre par le Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (BCNUDH). Les déplacés espèrent que la Monusco, dans le cadre de son mandat de protection des civils, pourra accompagner des solutions concrètes pour soulager leur détresse. Ils appellent également le gouvernement congolais et les organisations humanitaires à agir sans délai pour prévenir une crise humanitaire silencieuse dans la capitale.

Daniel Mukoko au Sud-Ubangi pour relancer les pôles agricoles locaux et redonner un souffle nouveau aux structures en déclin. À Kungu, le ministre a visité le Centre de Développement Intégré de Bwamanda, une ASBL autrefois florissante dans la production de café, maïs, cacao et soja. Aujourd'hui affaiblie, cette structure continue toutefois d'encadrer de petites unités agricoles et de maintenir les routes locales. À Gemena, le ministre s'est penché sur la situation préoccupante de la division provinciale de l'Économie nationale. Le bâtiment est délabré, l'espace insuffisant, et seuls 60 agents sont pris en charge sur 183. Il a promis d'améliorer leurs conditions de travail. La tournée s'est achevée par une visite au centre de recherche agricole INERA/Boketa, en proie à un manque criant d'équipements malgré la motivation du personnel. Le ministre s'est engagé à plaider pour sa redynamisation, estimant que cette structure est un maillon essentiel à la relance de l'économie agricole dans le Sud-Ubangi.

RDC: le montant de l'aide humanitaire au plus bas depuis 2016. Pour l'année 2025, avec la baisse des financements humanitaires américains, de nombreux programmes d'aide ont dû revoir leur copie ou même s'interrompre. Selon le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) au 15 octobre de cette année, les besoins n'ont été financés qu'à 16%. L'aide humanitaire en RDC s'élève actuellement à 458 millions USD, le plus bas montant depuis 10 ans. Une somme qui n'avait pas été aussi faible depuis 2016. Mais à l'époque, les besoins estimés n'étaient que de 689 millions USD contre 2,5 milliards aujourd'hui. Le premier bailleur en 2025 est désormais l'Union européenne, avec 131 millions USD d'aides. Le deuxième bailleur est les États-Unis avec un peu moins de 65 millions de dollars. Un montant divisé par quinze en une seule année, alors que les Américains étaient jusqu'ici le principal contributeur à l'aide humanitaire versée en RDC avec près d'un milliard de dollars par an. Résultat : les programmes sont tous actuellement sous-financés. Le volet sécurité alimentaire n'a obtenu que 65 millions dollars sur plus d'un milliard nécessaire, 7 millions pour l'éducation contre 66 demandés ou encore 42 millions pour les programmes de santé sur les 200 millions attendus. Sur le terrain, les conséquences de ce sous-financement sont déjà dramatiques, dans un pays qui compte encore près de six millions de déplacés et où 27 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. (RFI)

La RDC se dote d'une Académie parlementaire. Ce projet vise à doter le pays d'un instrument institutionnel durable, dédié à la formation, à la recherche et au renforcement des capacités dans le domaine parlementaire. L'Académie parlementaire servira non seulement d'école de la bonne gouvernance, mais aussi de professionnalisme parlementaire.

A Kinshasa, des experts en environnement s'unissent contre les inondations et érosions. Réunis dans un atelier organisé, le 22 octobre, ces experts ont conseillé à la population à recourir à la construction des sacs végétalisés et la restauration urbaine avec le reboisement pour faciliter la rétention de sol et prévenir de têtes d'érosions comme à Kinshasa. A cette occasion, le responsable de l'ONG Climate Change Africa Opportunities, attire la sonnette d'alarme et appelle la population à s'organiser, en adoptant des comportements responsables.

En RDC, "beaucoup de services ont dû être réduits". Dans cet entretien qu'il a accordé à la DW, Bruno Lemarquis, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'Onu et Coordinateur humanitaire, revient sur les conséquences de ces coupes budgétaires. Le Congo était le pays au monde le plus dépendant de l'aide humanitaire des Etats-Unis d'Amérique. Et donc, ça s'est plus ou moins tari pour le moment. Donc, la communauté humanitaire n'est plus en

mesure de répondre à tous les besoins humanitaires, surtout à l'Est. Je dis toujours que la meilleure manière d'avoir une bonne réponse humanitaire, c'est de diminuer les besoins humanitaires. Il y a vraiment une opportunité, du fait de cette crise, pour tous se réveiller. Il faut prendre ce moment important pour susciter au niveau politique, une vraie prise de conscience, pour que les questions de prévention, d'anticipation et de gestion des risques soient mises au centre des politiques du pays. Cette crise humanitaire, moi je l'appelle toujours la plus prolongée au monde puisqu'elle a à peu près 30 ans. Une crise aux proportions épiques parce qu'on parle en dizaines de millions de personnes qui sont touchées. Une crise qui est souvent négligée au niveau politique et médiatique. Elle est moins présente sur les écrans de télévision que d'autres crises au monde. Je considère qu'elle est un peu parfois tolérée parce que comment est-ce possible qu'une crise dure 30 ans avec tant de souffrances humaines ? C'est une crise essentiellement de protection qui vise surtout les femmes et les filles. Ce sont elles les premières victimes de ces crises. Et c'est une crise de déplacement puisqu'en ce moment, les derniers chiffres qu'on a validé, c'est 5,7 millions de déplacés internes au Congo. Des besoins vraiment énormes auxquels les humanitaires font tout pour répondre. Mais dans le contexte actuel de coupures financières, il y a beaucoup de services qui sont maintenant très contraints, qui ont dû être réduits par les partenaires qui appuient toutes ces toutes ces femmes et ces filles. Je donne un exemple d'impact : c'est ce qu'on appelle les pep kit, les kits de prophylaxie post-exposition, post-viol. Il y a une rupture de l'approvisionnement. Ça, c'est un impact direct des coupures budgétaires sur les femmes et les filles.

(Deutsche Welle)

Jeudi 23 octobre.

L'épidémie de choléra continue de s'aggraver, MSF appelle à une mobilisation générale. Selon Médecins sans frontières 20 des 26 provinces du pays sont touchées par le choléra. Depuis le début de l'année jusqu'à la mi-octobre, plus de 1 700 cents décès ont été enregistrés. Et la situation continue de s'aggraver, car l'épidémie gagne de nouvelles zones de santé, y compris dans des provinces jusque-là épargnées. Les causes sont multiples : les inondations, les conflits, les déplacements de population, mais aussi le manque d'accès à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement adéquats. Et à l'approche de la saison des pluies, le risque de propagation s'annonce encore plus grand. Pour MSF, le choléra doit dorénavant être considéré comme une urgence nationale. L'organisation appelle à une action coordonnée : un accès rapide aux soins, à la vaccination, mais aussi des investissements durables dans l'eau et l'assainissement. Cette épidémie s'inscrit dans un contexte de grande précarité, notamment à l'est du pays. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU alerte sur l'effondrement du système de santé dans le Nord et le Sud-Kivu. Selon l'ONU, 85 % des structures sanitaires y manquent de médicaments et près de 40 % du personnel a quitté les postes. (RFI)

L'armée salue la vague de démissions au sein de la milice CRP en Ituri. La défection de 5 membres fondateurs de la milice Convention pour la révolution populaire (CRP), ce mouvement politico-militaire dirigé par l'ex-seigneur de guerre Thomas Lubanga est considérée par le porte-parole des Fardc, comme un « retour à la maison » et un acte de courage qui contribuera à la paix dans cette région meurtrie par les conflits armés. Il a assuré aux démissionnaires le pardon de la République et les a appelés à ne pas se laisser manipuler pour rejoindre de nouveau un groupe armé. Ces anciens membres de la CRP accusent leur président entre autres, de gestion opaque, d'affairismes et d'entretenir un esprit tribal.

Immersion dans l'histoire avec l'exposition « Mobutu : une vie, un destin » à Kinshasa. L'exposition propose une relecture nuancée de la vie et de l'héritage du maréchal, mêlant son parcours politique, celui du « père de l'authenticité » et sa vie intime et familiale, comme en témoignent les objets exposés au musée national. Sur deux niveaux, le hall du musée présente une collection composée de photographies, fauteuils symboliques, statues, œuvres d'art, articles de presse issus de sa carrière de journaliste et autres objets laissés en héritage. L'exposition inclut également des débats visant à favoriser une « compréhension globale et apaisée » de cette période cruciale pour la nation. Mobutu Sese Seko, deuxième président du Zaïre, est décédé en 1997 à Rabat, au Maroc où il vivait en exil depuis l'arrivée de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), dirigée par feu Laurent-Désiré Kabila en 1996.

Suspension des activités de démobilisation des groupes armés depuis deux mois au Nord-Kivu, dans les villes de Beni et Butembo, ainsi que dans les territoires de Lubero, Masisi et Walikale, au Nord-Kivu. Cette suspension fait suite à une grève sèche des cadres et agents du Programme de désarmement, démantèlement, réinsertion communautaire et stabilisation, qui réclament le paiement de 36 mois d'arriérés de salaires, de primes et autres avantages sociaux.

Félix Tshisekedi préside une réunion de conjoncture économique sur l'appréciation du franc congolais, face aux devises étrangères et à ses effets sur le pouvoir d'achat des Congolais. Le gouvernement entend s'assurer que la baisse des prix observée sur le marché soit proportionnelle à l'appréciation du franc congolais, afin que les ménages congolais ressentent une amélioration réelle de leur pouvoir d'achat. Une réunion avec les opérateurs économiques est prévue

vendredi prochain, sous la présidence de la Première ministre, pour renforcer le contrôle des prix et répondre aux attentes de la population. «Il s'agit d'une concertation avec le secteur privé : une réponse directe à la demande de la population».

Bombardement de l'usine d'or de Twangiza au Sud-Kivu, sous occupation du M23, par des drones dont l'origine est incertaine. Ces frappes ont visé principalement les réservoirs de carburant alimentant l'usine, provoquant un incendie. Le bâtiment principal de l'usine n'a pas été touché, ce qui laisse penser que l'objectif était d'arrêter temporairement son fonctionnement plutôt que de détruire totalement les installations. Cette usine est actuellement sous le contrôle de l'AFC-M23, qui exploite le site depuis mai 2025. C'est la deuxième fois en un mois que ce site est touché par des bombardements aériens. La mine de Twangiza produit environ 100 kg d'or par jour, d'après des experts du secteur minier.

Accord de paix RDC-Rwanda : les parties jettent les bases de sa mise en œuvre. La RDC, le Rwanda, les États-Unis, le Qatar et la Commission de l'Union africaine se sont réunis les 21 et 22 octobre 2025, à Washington pour la troisième session du Mécanisme conjoint de coordination de la sécurité. Les parties ont coordonné des actions spécifiques pour préparer le terrain à la neutralisation des FDLR et à la levée des mesures défensives du Rwanda, jetant ainsi les bases d'une mise en œuvre effective de l'accord. La 4^{ème} réunion du mécanisme est prévue les 19 et 20 novembre 2025.

Plus de 100.000 déplacés en détresse dans la province du Kwilu (Député). OCHA note que plus de 80% de ces personnes ont fui les atrocités de la milice Mobondo à Kwamouth, et les autres ont fui leurs milieux de vie à la suite des inondations et des pluies abondantes. Ces personnes ont besoin d'abri, d'articles ménagers essentiels, de nourriture, d'eau potable, de soins médicaux et de protection. Ces personnes sont accueillies dans d'autres agglomérations comme: la ville de Bandundu, de Kikwit, le territoire de Bagata précisément dans la zone de santé de Bagata et de Kikongo, et le territoire de Masi-Manimba dans la Zone de Mosango, indique ce rapport de OCHA.

Vendredi 24 octobre.

Assistance à 1 300 ménages sinistrés par les pluies diluviennes à Kindu. Ce soutien s'inscrit dans le cadre du projet d'« assistance multisectorielle aux personnes touchées par le vent violent dans la ville de Kindu et les territoires environnants ». L'aide a été bien accueillie par les bénéficiaires, dont certains avaient tout perdu et se retrouvaient sans abri. Ils ont exprimé que cette assistance arrivait au moment opportun, même si les besoins restent très élevés.

La RDC organise une Semaine nationale du climat en prélude à la COP 30. « Certes, le temps est court, mais nous allons aborder tous les sujets. Un agenda a été établi et aucune question ne sera éludée. Les discussions se dérouleront de manière méthodique et organisée, en abordant tous les points sensibles... Les acteurs du secteur privé et la société civile sont déjà impliqués dans ce programme. Vous verrez par vous-mêmes à quel point leur participation est réelle. Nous avons même convié des représentants des peuples autochtones et des communautés locales. Nous serons tous réunis. Nous savons qu'on ne peut pas traiter les questions forestières seuls. Il est essentiel que l'État assume le leadership sur les questions fondamentales. La société civile vient en appui, et je suis convaincue qu'elle doit être impliquée. Elle l'est déjà », a assuré la ministre de l'Environnement. La COP 30 se tiendra du 10 au 21 novembre 2025 à Belém, au Brésil.

Un pont de 600 mètres reliera bientôt Bangui à Zongo, construit au-dessus de la rivière Oubangui pour relier la République démocratique du Congo à la République centrafricaine. « Il s'inscrit dans la continuité de la route reliant le port de Douala, au Cameroun, à Mombasa, au Kenya, en passant par notre pays. Nous produisons beaucoup, mais le transport de nos marchandises à travers la rivière reste une gymnastique. Ce pont facilitera les échanges et sera bénéfique pour notre économie. Un poste frontalier moderne sera construit côté congolais, où toutes les formalités seront effectuées avant la traversée », a déclaré le chef de poste principal adjoint de la Direction générale des migrations (DGM) à Zongo.

La RDC s'approche de la fin de l'épidémie d'Ebola, l'OMS reste toutefois prudente. Au total, 64 cas d'Ebola y ont été enregistrés, dont 53 confirmés par des tests PCR pour 31 000 personnes vaccinées qui avaient été déclarés par les autorités au mois de septembre. Le dernier malade pris en charge au centre de traitement de Bulape, province du Kasaï au centre du pays, est sorti de convalescence le 20 octobre au matin. « Le rapide contrôle de cette dernière épidémie peut s'expliquer par la mise en place de stratégies efficaces de vaccination. Nous avions 2 000 doses de vaccins dans le pays avant la déclaration des premiers cas, ce qui nous a permis d'être rapides dans notre réponse. Une autre chose est que nous avons été capables de détecter les cas positifs dans les communautés, de les isoler, mais aussi d'assurer un

suivi médical de leurs proches », précise le responsable de la gestion des incidents liés à l'épidémie d'Ebola en RDC. (RFI)

Le mouvement “Sauvons la RDC” exige un dialogue vrai sous l’égide de la CENCO et l’ECC. Après sa naissance autour de l'ancien Président Joseph Kabila, à Nairobi au Kenya, le mouvement socio-politique « Sauvons la RDC » a fait la restitution de sa réunion qui avait rassemblé plusieurs opposants. Face à la presse ce 24 octobre à Kinshasa, il a exigé l'organisation d'un dialogue inclusif vrai sous l'égide du duo CENCO-ECC, eu égard à la crise multiforme que traverse la RDC. Dans la même tonalité, la structure de l'ancien chef de l'Etat refuse ce qu'elle qualifie de « simulacre de dialogue que tente d'imposer le pouvoir de Kinshasa », insistant sur un dialogue inclusif dont les conclusions doivent s'imposer à tous. « Il ne s'agit pas de négocier des priviléges mais de restaurer la souveraineté populaire », a précisé Seth Kikuni. Cette organisation politique poursuit notamment le combat de rassembler des forces politiques et sociales du pays pour pousser sur un dialogue en vue des échéances électorales de décembre 2028, qui doivent passer « dans le respect de délai constitutionnel et des standards internationaux en la matière. » Lors du dernier congrès de l'union sacrée de la nation, plateforme politique du président de la République, Félix Tshisekedi avait accepté l'idée d'organiser un dialogue, mais à sa propre initiative. Devant la diaspora belge récemment, le chef de l'Etat a rejeté un dialogue incluant des représentants liés à « l'agression » que subit son pays, affirmant qu'il n'acceptera jamais de négociations avec des « émissaires des agresseurs ». (Actualité.CD)

Les travailleurs de Twangiza Mining quittent l'usine d'or après de nouveaux bombardements. Les frappes, menées par des drones dont l'origine reste inconnue, ont entraîné la suspension des activités et l'arrêt total de la production. Les employés ont déserté le site dès les premières heures, après avoir constaté les dégâts causés par les engins explosifs. Selon leurs témoignages, une partie de l'outil de production a été détruite, notamment les deux mortiers métalliques utilisés pour l'extraction de l'or, ainsi qu'un camion-citerne chargé d'alimenter l'usine en carburant.

Plus de 1700 décès dus au choléra sur plus de 58 000 cas suspects de choléra en 9 mois en RDC. Il s'agit de l'une des épidémies les plus graves de ces dix dernières années, révélant l'ampleur de la crise sanitaire qui sévit en RDC. Vingt des 26 provinces du pays sont désormais touchées par cette épidémie. Selon le ministère de la Santé publique, la situation de cette maladie ne cesse de s'aggraver, continuant de gagner de nouvelles zones de santé, y compris des provinces jusque-là non endémiques au choléra. « La rapide propagation de l'épidémie à travers le pays cette année nous préoccupe particulièrement, surtout lors de la saison des pluies. Nous redoutons de nouvelles flambées si des mesures urgentes ne sont pas prises », a alerté le coordonnateur médical de MSF en RDC. Depuis janvier 2025, Médecins Sans Frontières (MSF) a intensifié sa riposte contre la maladie dans plusieurs provinces du pays, dont le Nord et Sud-Kivu, le Maniema, le Sankuru, la Tshopo, l'Equateur, Kinshasa, le Mai-Ndombe, le Haut-Katanga et le Tanganyika.

Samedi 25 octobre.

RDC : le mouvement « Sauvons la RDC » annonce la mise en place imminente de son secrétariat technique et d'autres structures après l'adoption de sa charte. « Le secrétariat technique sera mise en place dans les tout prochains jours, suivi d'autres structures après l'adoption de la charte. Elles seront inclusives, et intégreront aussi bien les provinces que la diaspora ». Sans équivoque, les organes de sauve la RDC, auront un rôle clair : « la mobilisation populaire en vue d'exiger la tenue du dialogue dans la perspective des élections de décembre 2028. » Cette nouvelle plateforme de l'opposition se dit convaincu que l'actuel chef de l'Etat a mis le Congo à genou, divisé les Congolais et mis en mal l'unité du pays. Elle appelle ainsi à des manifestations publiques, et prévoit une offensive diplomatique dans son agenda d'activités pour faire face à « la tyrannie » du régime en place. A l'unanimité, sauve la RDC a jeté son dévolu sur l'ancien chef de l'Etat pour tenir le fil de cette nouvelle branche de l'opposition qui attend dresser le front contre Félix Tshisekedi, qu'elle qualifie comme le problème de la République Démocratique du Congo. (Actualité.CD)

Le Gouvernement préoccupé par les crises dans les assemblées provinciales. « La vice-ministre de l'Intérieur a fait état de la résurgence des crises au sein des institutions de quelques provinces avec risque d'extension dans d'autres. Il s'agit entre autres de provinces de Mai-Ndombe, de Lomami, du Kwango », a rapporté porte-parole du gouvernement. Dans certains cas, les causes sont essentiellement liées à la gouvernance et aux mécanismes de fonctionnement des assemblées provinciales, notamment le contrôle parlementaire des exécutifs provinciaux. Dans d'autres, « les différents rapports de services font état des influences de certains leaders politiques et chefs de partis qui, depuis Kinshasa, tirent les ficelles afin de prendre le contrôle de certaines provinces ». Raison pour laquelle, le ministère de l'Intérieur envisage de réunir tous les chefs de partis aux fins de les inviter à privilégier la stabilité des institutions provinciales « pendant cette période critique, où la Nation demeure confrontée à une crise sécuritaire dans sa partie orientale ».

Réinsertion de 311 ex-combattants et membres de communautés locales à Miala. Ces bénéficiaires ont reçu du matériel aratoire, bêches, pioches pour s'engager dans des activités agricoles collectives. L'opération vise à leur offrir une alternative concrète à la violence armée, en leur permettant de subvenir à leurs besoins grâce aux activités génératrices de revenus. Ce projet s'inscrit dans le programme de Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) de la Monusco. Il cible plus de 900 bénéficiaires répartis entre les localités de Telega, Tsere, Tchomia et Miala. Ce projet s'inscrit dans une stratégie globale visant à réduire les violences armées et à favoriser une paix durable en Ituri.

Première conférence de presse à Kinshasa de la plateforme d'opposition «sauvons la RDC» de Kabila. La coalition d'opposition congolaise réclame la tenue urgente d'un dialogue politique inclusif, sincère et sans tabou, sous la supervision des Églises catholique et protestante. Ce dialogue, qu'elle souhaite comme cadre de concertation, doit, selon elle, permettre de préparer les élections de 2028, explique porte-parole de la coalition. « Nous allons faire la mobilisation pacifique populaire et une offensive diplomatique. Nous voulons augmenter la pression politique pour que le dialogue inclusif devienne une réalité. Le dialogue n'est pas une option, c'est une obligation. Félix Tshisekedi résiste, c'est que nous nous refusons, c'est un monologue. Nous voulons un dialogue avec des résolutions qui seront imposables à tous ». « Pays morcelé, justice aux ordres, conditions de vie dégradées et inflation galopante », après ce diagnostic sévère de la gouvernance actuelle, « Sauvons la RDC » cherche désormais à rallier l'opinion publique à sa cause contre Félix Tshisekedi. « Votre temps est compté », lance la coalition en s'adressant au pouvoir. Elle appelle aussi la communauté internationale à ne pas rester indifférente : « Ne soyez pas complice de ce pays-continent ». (RFI)

Violence sexuelle : Félix Tshisekedi institue une task-force permanente d'évaluation des engagements de la RDC. "Il est institué sous son autorité une task-force permanente placée sous la coordination de la coordonnatrice présidentielle, chargée de la Jeunesse, de la lutte contre les violences faites aux femmes et de la traite des personnes. Cette force réunira périodiquement les représentants des institutions concernées", a déclaré le porte-parole du Gouvernement.

L'Equateur célèbre les 80 ans de l'ONU et plaide pour le maintien de ses agences. Ce message intervient alors que l'Unicef a annoncé la fermeture de son bureau à Mbandaka, prévue pour fin novembre 2025. « La fermeture du bureau de l'Unicef risque d'affecter sérieusement les efforts de développement et de protection des enfants dans notre province. Nous appelons l'ONU à reconsidérer cette décision et à maintenir ses antennes dans l'Equateur », a déclaré le vice-gouverneur. La cérémonie s'est déroulée en présence des représentants des agences onusiennes, des autorités locales, et de la société civile, dans une atmosphère de reconnaissance pour le partenariat entre l'ONU et la province de l'Equateur.

Dimanche 26 octobre.

Plus d'un million de déplacés menacés par la réduction des financements humanitaires en Ituri. L'Union des associations culturelles pour le développement de l'Ituri (UNADI) a mis en garde contre l'aggravation des souffrances de plus d'un million cinq cent mille personnes déplacées, réparties dans plus de soixante sites et familles d'accueil à travers la province. L'UNADI souligne que la situation des déplacés en Ituri reste préoccupante malgré les efforts des humanitaires. « De nombreux enfants sont privés d'école depuis sept ans, les structures sanitaires sont inexistantes ou insuffisamment équipées dans plusieurs sites de refuge, et certains lieux restent inaccessibles en raison de l'insécurité ». Le chef de bureau du Programme alimentaire mondial (PAM) à Bunia, redoute pour sa part, une détérioration prochaine de la situation, annonçant une réduction de 40% des ressources allouées aux opérations humanitaires, ce qui entraînera une diminution directe du nombre de bénéficiaires de l'aide.

Des jeunes parlementaires ambitionnent la 2^e vice-présidence de l'Assemblée nationale. Le président du Caucus des jeunes élus a expliqué qu'il est temps que les jeunes participent pleinement à la prise de décision au sein de cette institution législative : « Le Réseau des jeunes parlementaires prend acte de la candidature du deuxième vice-président, Mboso Nkodia, au poste de président de l'Assemblée nationale. Il devient donc, de ce fait, 2^{ème} vice-président démissionnaire, ce qui est une bonne chose, car la jeunesse parlementaire est ambitieuse et prépare actuellement une candidature pour ce poste ». Cet élu du district de la Lukunga est persuadé que la candidature d'un jeune au futur bureau réjouira le Chef de l'État, qui a invité la jeunesse à participer massivement aux élections des membres du bureau à venir.

Des bourbiers géants sur la RN4 paralysent la circulation d'une centaine de véhicules dans la Tshopo. Au total, quatre grands bourbiers compliquent le passage, intensifiant le calvaire des usagers de cet axe d'importance socioéconomique, contraints de passer plusieurs nuits sur place avant de poursuivre leur route. Des témoins rapportent que l'un des points les plus dégradés se situe au point kilométrique 59, où plus de 100 véhicules attendent pour pouvoir

circuler dans les deux sens. Parmi les passagers se trouvent des femmes et des enfants, eux aussi contraints de passer la nuit à la belle étoile, exposés aux intempéries. Les conducteurs s'étonnent que la route ne soit pas maintenue en état de praticabilité permanent, alors qu'ils paient de nombreuses taxes, légales ou non. Les usagers appellent donc les autorités provinciales de la Tshopo à s'engager dans la réhabilitation urgente de cette route, qui est particulièrement dégradée.

Le PNUD offre des kits de réinsertion à 50 hommes pour renforcer la cohésion familiale. Ce projet mis en œuvre par l'organisation Action des volontaires pour la solidarité et le développement (AVSD) vise à renforcer l'autonomie économique, encourager une participation active dans la communauté, promouvoir une masculinité positive, et impliquer les hommes comme acteurs du changement pour une meilleure coopération avec les femmes, précise la secrétaire exécutive de l'AVSD, ajoutant que l'objectif global est d'aider ces hommes à se transformer socialement et à mobiliser d'autres hommes pour la cause de la paix et du développement communautaire. Les bénéficiaires, souvent victimes des affres de la guerre, reçoivent aussi un accompagnement continu pour assurer le succès durable de leurs projets, contribuant à bâtir des communautés plus fortes, résilientes, et à restaurer la cohésion familiale et sociale après les violences vécues.

Décès de Mgr Faustin Ngabu à Goma. L'évêque émérite de Goma, Mgr Faustin Ngabu, est décédé ce dimanche 26 octobre matin, à l'âge de 90 ans, des suites d'une longue maladie. L'annonce a été faite par l'évêque du diocèse de Goma, Monseigneur Willy Ngumbi. Ordonné prêtre en 1963, Monseigneur Ngabu est devenu évêque de Goma le 7 septembre 1974. Il a dirigé le diocèse pendant 36 ans, avant que sa démission ne soit acceptée par le pape en 2010. Sa devise épiscopale, « Que tous soient un », traduit son profond engagement pour l'unité et la paix. Tout au long de son ministère, dans une région marquée par les conflits, il a œuvré sans relâche pour la cohésion sociale et l'évangélisation.

Des enseignants du Nord-Kivu accusent la Caritas de retards dans le paiement de salaires. Pendant que le mois d'octobre touche déjà à sa fin, ils disent attendre encore leurs salaires de septembre, a déploré leur syndicat samedi 25 octobre. Ces enseignants dénoncent les retards récurrents, affirmant qu'ils doivent sans cesse lancer des alertes pour être payés. Les autorités de la Caritas précisent que les fonds transférés par Kinshasa pour le paiement des enseignants ne couvraient que la période allant jusqu'au mois d'août, et que ces salaires ont déjà été versés. Elles invitent les enseignants concernés à se présenter dans leurs bureaux pour toute clarification ou réclamation, plutôt que de passer par les médias.

Des ressortissants de Shabunda plaignent pour l'électrification de leur territoire. Les notables de cette contrée du Sud-Kivu, riche mais encore peu développée, ont plaidé pour son électrification afin de moderniser l'agriculture et valoriser ses ressources minières. Ils ont également insisté sur la nécessité de réhabiliter et désengorger les routes pour lutter contre l'enclavement du territoire et stimuler son économie. Ils ont constitué un cadre permanent de réflexion, devant préparer la deuxième édition des journées de réflexion sur le développement de Shabunda, prévue en 2026.

Haut-Katanga : À Mitwaba, Martin Kazembe appelle les jeunes à se désolidariser avec le Maï-Maï et à rejoindre l'armée et la police pour la protection du pays. Autrefois considéré comme triangle de la mort, le territoire de Mitwaba, situé à plus de 400 km de Lubumbashi, doit prendre le chemin du développement. "Ceux qui veulent intégrer l'armée doivent se faire enrôler régulièrement au sein de nos forces armées et dans la police, en lieu et place de combattre le pays au sein des mouvements insurrectionnels". Dans cet ancien triangle de la mort, l'appel a été lancé pour la cohabitation pacifique des communautés. "À l'époque, dans le territoire de Mitwaba, il n'y avait que des Bazela, Basanga, etc, mais aujourd'hui, nous avons d'autres communautés qui viennent vivre ici. Nous devons cultiver la paix et le vivre ensemble. Nous devons bannir la haine et le tribalisme pour le développement de notre territoire de Mitwaba. Nous devons faire siens les conseils du Chef de l'État qui veut qu'on vive tous à travers le pays dans la cohésion sociale". Mitwaba, est une zone où opère régulièrement les miliciens Maï-Maï, avec des fois la présence de l'ancien seigneur de guerre Gédéon Kyungu Mutanga. C'est dans ce contexte que l'armée a renforcé sa présence à travers le territoire pour assurer la protection de la population et étouffer les différentes menaces de ces mouvements insurrectionnels. (Actualité.CD)

Lundi 27 octobre.

La société civile dénonce les exactions des forces de sécurité à Kakwa, dans le territoire d'Aru (Ituri). Ces forces ont érigé plusieurs barrières illégales sur les axes reliant Kakwa à Ariwara et d'autres localités, comme Aba et Faradje, dans la province voisine du Haut-Uele. Ces forces rançonnaient les usagers en demandant des sommes allant de 500 à 14 000 FCs (environ 6 USD) ou en monnaie ougandaise, sous peine de fouet, blessure ou arrestation, dénonce la société civile. Les acteurs de cette structure citoyenne rapportent que ces pratiques aggravent la méfiance entre civils et forces de l'ordre, découragent les déplacements vers les marchés et détériorent la cohésion sociale dans la région.

A Bukavu, 14 personnes périssent dans un incendie. Le drame s'est produit près de l'église Funu Nuru, sur l'avenue Maendeleo, dans le quartier Mosala. Un feu s'est déclaré alors que les victimes étaient endormies. «Il y a 7 maisons totalement incendiées et 4 détruites pour éviter la propagation des flammes» Selon des témoins, des jeunes du quartier ont tenté de limiter la propagation des flammes avec les moyens disponibles, mais l'absence de véhicules anti-incendie et la proximité des constructions ont rendu l'opération difficile. L'origine du drame reste inconnue, suscitant l'inquiétude et la colère des habitants.

Un rapport de l'institut Ebuteli dénonce l'inefficacité gouvernementale en raison d'un manque de clarté. Depuis 2019, les gouvernements successifs fonctionnent souvent plusieurs mois, voire des années, sans textes actualisés définissant les responsabilités de chaque ministre. Un rapport publié par l'institut de recherches sur la politique, la gouvernance et la violence (Ebuteli) pointe du doigt des chevauchements de compétences, des conflits institutionnels et une gouvernance affaiblie. Ebuteli cite notamment le bras de fer entre les ministres de l'Intérieur et de la Décentralisation en 2023, au sujet de la nomination des chefs de secteur – un différend né du vide juridique laissé par l'absence d'ordonnance d'attribution. *Ebuteli appelle à une réforme profonde.* La note souligne aussi l'ambiguïté entourant les ministres délégués, souvent nommés sans cadre clair, ainsi que la montée en puissance des agences rattachées à la présidence, qui empiètent de plus en plus sur les prérogatives des ministères. Ces services et agences sont investis de missions relevant déjà de ministères de plein exercice. « Cette superposition d'entités entretient une concurrence implicite entre structures », insiste Ebuteli, pour qui il devient urgent d'instaurer un délai légal pour la publication des ordonnances d'attributions, de clarifier le statut des ministres délégués et de recentrer les services présidentiels sur leurs missions de planification. L'institut appelle à une réforme profonde pour renforcer la lisibilité et l'efficacité de l'exécutif congolais, en définissant par exemple un plafond pour le nombre de ministères. Aujourd'hui, on en compte une cinquantaine. (RFI)

2 500 nouveaux magistrats en formation dès le 10 novembre, durant 15 jours. Cette session, organisée à Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani, vise à renforcer l'efficacité, l'éthique et la compétence du service judiciaire. Conformément aux articles 4 et 88 du statut des magistrats, cette étape précède leur déploiement dans les juridictions d'affectation.

Les activités du PPRD suspendues en RDC. Une notification du Tribunal de grande instance de Kinshasa-Gombe, adressée ce 27 octobre au secrétaire permanent du parti, confirme la mesure. Selon le document, cette suspension découle d'un arrêté signé le 18 octobre par le ministre de l'Intérieur et Sécurité. Ce dernier reproche au PPRD, formation politique de l'ancien président Joseph Kabila, une "complicité avec la rébellion de l'AFC/M23", active dans l'est du pays. Une première décision similaire avait déjà été annoncée en avril dernier, mais elle avait été vivement contestée par le parti. Le secrétaire permanent adjoint du PPRD, rejette catégoriquement cette mesure qu'il qualifie d'illégale et politiquement motivée : « Cela ne nous concerne pas. C'est une violation de plus de la Constitution congolaise. Le ministre n'a pas suivi la procédure, son arrêté est caduc. Ce nouveau document n'a même pas été signifié. C'est de la paperasse ». Il y voit une manœuvre politique liée au retour annoncé de Joseph Kabila et à la création de la plateforme "Sauvons la RDC".

Félix Tshisekedi réaffirme la vocation climatique de la RDC. Il s'exprimait à l'ouverture de la première édition de la Semaine nationale du climat, un événement destiné à mobiliser les acteurs nationaux et internationaux autour du rôle stratégique de la RDC dans la lutte contre le changement climatique. Le Chef de l'État a mis en avant les atouts écologiques exceptionnels de la RDC : le deuxième plus grand massif forestier tropical au monde, des tourbières parmi les plus vastes de la planète, un réseau hydrologique dense, une biodiversité unique, avec de nombreuses espèces endémiques. « Nos écosystèmes séquestrent des milliards de tonnes de carbone, régulent le climat, purifient l'air, fertilisent les sols, approvisionnent en eau et abritent des espèces endémiques », a-t-il déclaré. *Une stratégie nationale pour transformer cette vocation.* Le Président Tshisekedi a insisté sur le fait que cette position n'est pas un simple slogan, mais une stratégie politique et environnementale. Il a appelé à convertir cette vocation écologique en politiques concrètes, en financements et en résultats tangibles au bénéfice des communautés locales et de la planète. *Le programme "La forêt, c'est nous"* comme pilier de cette stratégie. Ce programme vise à : restaurer et protéger les forêts, créer des emplois verts décents, soutenir les communautés locales, notamment les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, et promouvoir une économie verte fondée sur la valorisation durable des ressources naturelles. « Plus qu'un projet, c'est un espoir, un couloir vert de résilience et d'opportunité reliant provinces, communautés et générations », a-t-il souligné. La RDC, qui abrite une part essentielle du bassin du Congo, entend faire entendre sa voix dans les négociations internationales sur le climat. Le président Tshisekedi a rappelé que le pays défend systématiquement sa position de "pays-solution" lors des grandes rencontres mondiales, dans l'objectif d'en tirer des dividendes environnementaux, économiques et sociaux.

Mardi 28 octobre.

L'Unicef appuie la RDC pour augmenter le nombre de filles à l'école. Le Représentant de l'Unicef en RDC, l'a réaffirmé à l'issue de sa rencontre avec la Première ministre. L'Unicef assure d'aligner ses initiatives aux priorités de la RDC dans les domaines sanitaires et éducatifs. Aux côtés du Gouvernement Suminwa, le fonds onusien va apporter son appui pour une revue à la hausse du nombre de filles inscrites à l'école. L'autre priorité, concerne la Couverture Santé universelle : « pour que ces services soient disponibles, il faut qu'il y ait des centres de santé qui fonctionnent, il faut qu'il y ait du personnel, des équipements, des médicaments et des finances en même temps. La troisième priorité, est sur l'enregistrement des naissances. Et là aussi, il y a beaucoup de travail qui a été fait. On voit le taux d'enregistrement des naissances qui est en train d'augmenter, mais il y a encore un certain nombre de défis à relever », a déclaré le Représentant de l'Unicef en RDC. La santé et l'éducation font partie du 4^{ème} pilier du Programme d'actions du Gouvernement Suminwa, qui vise à améliorer le bien-être social de la population à travers l'accès à l'éducation et aux soins de santé de qualité.

Est de la RDC: les déplacés du conflit AFC/M23 du Nord et du Sud-Kivu accueillis dans la province voisine du Tanganyika. Un terrain devenu un camp de déplacés avec de nombreuses tentes installées depuis moins d'un an. Les premiers déplacés sont arrivés au mois de février 2025. Avec Rebecca, la présidente du camp de Katanika 2, ils sont aujourd'hui plus de 10 000 à s'être réfugiés sur cette colline au sud-ouest de Kalemie. Chaque jour, de nouvelles familles arrivent, confirme la cheffe du HCR à Kalemie. **Des écoles ouvrent leurs portes aux enfants des Kivus.** Dans certaines localités, les déplacés ne vivent pas dans des tentes. Ces déplacés ont été accueillis dans les communautés qui leur ont aussi ouvert leurs écoles. C'est le cas de Kabimba, une petite localité à flanc de colline à soixanteaine de km de Kalemie.

Il y a, parmi les élèves, des déplacés de la crise du M23, qui ne vivent pas dans un camp. « Ici, les autorités ont estimé que pour continuer à vivre dans la paix et pour ne pas créer une stigmatisation de ces personnes qui viennent d'arriver, il valait mieux les intégrer directement dans les ménages. Ça évite qu'il y ait une séparation entre ces personnes et la communauté locale ». Des ménages ont donc ouvert leurs maisons à ces déplacés. **« De l'inquiétude et de la peur »** Maître Floribert est professeur en secondaire et dans sa classe, il a plusieurs enfants venus du Sud et du Nord-Kivu. Il évoque une adaptation pas toujours facile. « Nous sentons chez eux de la peur et des inquiétudes », affirme l'instituteur, qui ajoute que ces enfants font des efforts pour s'adapter au mieux » Quant à l'avenir, tous ces déplacés ne voient pas de la même manière. Christian, rencontré à Katanika 2, souhaite rester durablement à Kalemie et s'installer pour recommencer une autre vie. D'autres attendent avec impatience le retour de la paix pour rentrer chez eux. (RFI)

3716 ménages de Tchomia bénéficient de l'aide non alimentaire grâce à l'Unicef. L'ONG de mise en œuvre de ce projet, Programme de prévention des soins de santé primaires (PPSSP) a précisé que cette distribution a concerné trois aires de santé : Tchomia, Montana et Kuga. Chaque article ménager essentiel est composé de deux couvertures, deux nattes, une pièce de trois pagnes pour les femmes, deux casseroles, quatre assiettes, six cuillerées à soupe. « A côté de ça, on a donné le kit d'abri léger composé de deux vaches de marque Unicef, avec un rouleau de cordes et des seaux que vous voyez. Nous avons aussi donné des kits d'hygiène intime pour les femmes en âge de procréation et des adolescentes pour la menstruation ». Ce projet est financé par le Bureau d'assistance humanitaire de l'USAID (BHA).

Cardinal Ambongo appelle à la cohésion nationale en RDC, pour une paix durable. L'archevêque de Kinshasa a rappelé que « une paix désarmée ne s'impose pas par la force. Elle ne consiste pas non plus à réunir les belligérants devant les caméras pour signer des accords éphémères. La paix se construit dans le silence de la vérité, de l'écoute, du dialogue et de la responsabilité envers les victimes ». À cet égard, il a évoqué la situation de son pays, où «plus de 120 groupes armés restent actifs » dans diverses provinces, et où les différentes guerres depuis plus de trente ans « ont causé des millions de morts, détruit des villages et dispersé des familles, dans un silence coupable d'un monde qui continue à tirer profit du pillage systématique des ressources de ce pays ». Il affirme, que l'expérience congolaise prouve que la course aux armements mène à la ruine du bien commun. Pourtant, la paix n'est pas simplement l'absence de guerre... elle suppose la justice, la dignité et la lutte contre les causes structurelles de la pauvreté et de la corruption ». Une paix durable suppose une paix continentale fondée sur la fraternité et la souveraineté partagée. Car les conflits congolais puisent leurs racines dans des dynamiques régionales : ingérences étrangères, avidité pour les ressources, rivalités ethniques et fragilité.

Le ministre de la justice ordonne des poursuites contre des militaires et civils impliqués dans une vaste fraude minière au Lualaba. Le document indique que des sites miniers ont été occupés illégalement et que des réseaux de fraude et de contrebande à grande échelle y ont été organisés. Les enquêtes ont permis d'identifier des civils, dont des étrangers, mais aussi des militaires de la 22^{ème} région militaire, de la Garde républicaine et des policiers impliqués dans ces activités. Le ministre a instruit les autorités judiciaires compétentes d'ouvrir des procédures à l'encontre de toutes les personnes physiques et morales impliquées, sans distinction de rang, de fonction ou de nationalité. Le gouvernement congolais a réaffirmé à cette occasion sa politique de tolérance zéro envers la fraude minière, la corruption et toute

forme de spoliation des ressources naturelles, considérées comme des atteintes graves à la souveraineté économique et à l'intérêt général.

Mercredi 29 octobre.

Nouveau bras de fer entre le pouvoir et le PPRD après la signification de sa suspension. Tout commence en avril 2025. Le ministère de l'Intérieur avait annoncé la suspension administrative du PPRD, après la présence de Joseph Kabilà à Goma, alors occupée par les rebelles de l'AFC/M23. Mais dix-huit jours plus tard, le parti de l'ancien président reprend ses activités, estimant que la loi congolaise prévoit une reprise automatique quinze jours après si pas de notification officielle. Et puis, lundi 27 octobre, nouvel épisode : un affichage au Tribunal de grande instance de Kinshasa/Gombe confirme la signification de l'arrêté de suspension. *Le PPRD dénonce une « provocation ».* Le PPRD, lui, dit ne pas avoir vu ce document et dénonce une manœuvre politique. Le secrétaire du parti, ne mâche pas ses mots, et déclare que « si cette suspension existe, elle n'engage pas le PPRD ». Il parle de dictature, d'acharnement contre son parti. « Les activités continuent, le reste, c'est de la provocation », ajoute-t-il. Cette tension intervient alors que Joseph Kabilà, condamné à mort et en exil, tente de réoccuper l'espace public et médiatique. Il y a trois jours, sa plateforme « Sauvons la RDC », née à Nairobi il y a deux semaines, a tenu sa première conférence de presse à Kinshasa. (RFI)

La Monusco appelle à une action concertée contre le recrutement d'enfants dans l'Est de la RDC. Le chef intérimaire du sous-bureau de la Monusco à Beni, a souligné « Malgré les avancées notables, cette pratique persiste et continue de priver des milliers de garçons et de filles de leur enfance, de leur dignité et de leur avenir. L'année 2025, marquée par la recrudescence des violences dans l'Est du pays, nous rappelle l'urgence d'agir ». Le représentant du gouverneur du Nord-Kivu, a souligné que la répétition des guerres a fragilisé les structures sociales (familles, écoles, barza), créant un environnement propice au recrutement d'enfants souvent privés d'éducation et d'un cadre sécurisant. Ils ont appelé à agir rapidement face à cette situation qui prive des milliers d'enfants de leur enfance, de leur dignité et compromet la paix durable dans la région. Une feuille de route commune est attendue à l'issue de ces travaux.

Des magistrats et inspecteurs formés à la lutte contre le financement du terrorisme en Ituri. Organisée par la section d'Appui à la justice de la Monusco, cette formation de deux semaines vise à renforcer leurs capacités d'identification et d'analyse des transactions financières suspectes, dans une région où plusieurs groupes armés contrôlent des sites miniers servant à alimenter les conflits. L'atelier abordera des techniques d'investigation numérique, les méthodes d'anonymisation, les technologies de chiffrement et les modes de financement en ligne exploités par les groupes criminels.

Le Premier président de la Cour militaire a encouragé les participants à maîtriser la traçabilité des flux financiers suspects, afin d'identifier les auteurs et de contribuer activement à la lutte contre le financement des groupes armés dans la région.

Près de 50 000 miliciens Codeco prêts à rejoindre la RAD en Ituri, une structure créée pour contribuer à la défense de l'intégrité nationale en RDC. L'adhésion se fait de manière volontaire et individuelle, conformément aux principes du désarmement et à la supervision des autorités militaires. Toutefois, cette démarche suscite des contestations, notamment de la société civile et du Conseil provincial de la jeunesse de l'Ituri, qui dénoncent le risque que cette intégration serve à "blanchir" les exactions commises par certains éléments de la Codeco. La RAD doit rester une initiative patriotique destinée aux citoyens honnêtes, et pas aux criminels. Le coordonnateur provincial de la RAD, souligne que cette initiative s'inscrit dans un contexte global où les autorités congolaises multiplient les efforts de désarmement, démobilisation, réinsertion, et intégration afin de mettre un terme aux violences récurrentes dans la province.

Aimé Boji, candidat unique de l'Union sacrée à la présidence de l'Assemblée nationale. Ce choix est le résultat d'un consensus autour de l'autorité de référence de la plateforme, à savoir : le Président de la République, Félix Tshisekedi. Par conséquent, il a été demandé aux députés de la plateforme politique et aux onze autres qui avaient déposé leurs dossiers à l'Union sacrée de soutenir cette candidature de Boji.

Accalmie à Kibati au lendemain de violents combats entre Wazalendo et AFC-M23. Un calme précaire s'observe ce 29 octobre 2025 à Kibati dans le groupement Luberike, territoire de Walikale (Nord-Kivu) ; après d'intenses combats qui ont opposé, la veille, l'AFC-M23 aux combattants Wazalendo. L'AFC-M23 accuse l'armée congolaise d'avoir mis à contribution une artillerie lourde et des drones contre leurs positions depuis 3 h du matin jusque tard dans la soirée.

RDC : Human Rights Watch appelle la conférence de Paris à placer la protection des civils et la lutte contre l'impunité au cœur des priorités. « Toutes les parties au conflit dans l'Est de la RDC, tant le M23 soutenu par le

Rwanda que les Wazalendo et les FDLR soutenus par la RDC, ont commis de graves violations et abus à l'encontre des populations civiles, comme le démontrent plusieurs de nos enquêtes et celles de la mission d'établissement des faits de l'ONU », a déclaré l'organisation. Selon HRW, « les décennies de conflits dans l'est de la RD Congo sont alimentées par une impunité flagrante pour les atrocités commises ». L'ONG estime dès lors qu'il est « essentiel que l'accent soit mis pendant la conférence sur la protection des civils, ainsi que sur la justice et la lutte contre l'impunité, notamment par l'appui à des enquêtes indépendantes ». « Le message de la conférence doit être clair : les crimes de guerre et les violations graves des droits humains ne resteront pas impunis », a insisté l'organisation internationale. La conférence de Paris, co-présidée par la France et le Togo, médiateur de l'Union africaine sur les Grands Lacs, vise à mobiliser la communauté internationale face à l'urgence humanitaire à l'Est de la RDC et à soutenir les efforts de médiation en cours, notamment ceux menés par les États-Unis, le Qatar et l'Union africaine. En marge du Forum de Paris sur la Paix, les participants doivent également aborder la question de l'intégration économique régionale dans la région des Grands Lacs. (**Actualité CD**)

Jeudi 30 octobre.

La conférence sur la région des Grands lacs s'ouvre ce jeudi à Paris, où de nombreux acteurs politiques et humanitaires issus d'une cinquantaine de pays se réunissent pour faire une autopsie de la crise humanitaire dans la région des Grands lacs. Cette initiative, portée par la France et co-présidée par le Togo, vient en appui aux efforts diplomatiques déjà engagés à Doha et à Washington. Pour l'ambassadeur de France en RDC, cette conférence va sensibiliser la communauté internationale à l'urgence de mobiliser des fonds pour venir en aide aux populations victimes des affres de la guerre dans l'Est du Congo et dans l'ensemble de la région. Et pour remobiliser, selon lui, il faut réexpliquer quelle est la situation. C'est ce que vont faire, lors de la conférence de Paris, des acteurs humanitaires, que ce soient des agences des Nations Unies, mais aussi des représentants de la société civile congolaise. Dans la seconde partie de ces assises, poursuit le diplomate français, il sera question du droit international humanitaire. "Au-delà des financements, ce qui est important, c'est que les acteurs humanitaires puissent travailler librement. Qu'il n'y ait pas d'entrave à leur action, qu'ils puissent accéder aux populations dans le besoin, et qu'il y ait des facilités d'exercice de leur mission, des facilités d'accès aux zones. Tout ça dans le respect du droit international humanitaire", a fait savoir l'ambassadeur. **A Paris, la RDC plaide pour un engagement international plus ferme autour de la résolution 2773.** Les assises de Paris reconnaissent la nature transfrontalière de la crise sécuritaire en RDC et appellent à une mobilisation collective pour une paix juste, durable et conforme au droit international. Mise en œuvre de la résolution 2773 du Conseil de sécurité. La RDC souhaite obtenir un engagement international plus ferme pour la mise en œuvre de la résolution 2773 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui exige le retrait immédiat du M23 et des forces rwandaises du territoire congolais. « La crise que nous vivons n'est pas interne, mais une agression extérieure prolongée », a rappelé la porte-parole du chef de l'État. La RDC fait face à une crise humanitaire majeure, a-t-elle rappelé : près de 7 millions de déplacés internes ; plus de 26 millions de personnes en insécurité alimentaire, une malnutrition chronique qui touche particulièrement les enfants. Ces chiffres, confirmés par plusieurs rapports internationaux, illustrent l'urgence d'une réponse globale et coordonnée.

Au moins 32 522 enfants actifs dans les groupes armés dans l'Est de la RDC. Le Réseau régional des organisations de la société civile contre le recrutement et l'utilisation des enfants soldats, a recommandé au gouvernement de déployer des efforts pour restaurer l'autorité de l'État dans ces cinq provinces. La communauté internationale est appelée à accompagner le gouvernement congolais dans les processus de paix engagés, notamment ceux de Washington et de Doha.

Plus les groupes armés restent actifs, plus les enfants sont impliqués.

Ouverture de l'IX^e édition de l'Alternance Mining Indaba. Les personnalités du secteur minier réfléchissent, du 29 au 31 octobre à Lubumbashi (Haut-Katanga), à la redéfinition de la gouvernance minière en RDC. Pour le directeur exécutif de l'ONG SARW, les impacts socio-économiques de l'exploitation minière se font sentir au sein des communautés. Il cite la pollution, les inégalités sociales, la pauvreté persistante, le manque de transparence, l'absence d'eau potable, le manque d'accès à des soins primaires adéquats et à une éducation de qualité pour les enfants. D'après lui, il est temps de refuser que la RDC soit une simple plateforme d'extraction au service des économies étrangères. Il souligne qu'au sein de l'Alternance Mining Indaba, les communautés et la société civile ont droit à la parole : « L'Alternance Mining Indaba est née pour porter la voix des sans-voix. C'est un espace de dialogue, d'écoute et de propositions. Ici, les communautés et la société civile parlent, les décideurs écoutent, et ensemble nous construisons un avenir minier plus juste, plus durable et plus souverain ». Pour la représentante de la Conférence épiscopale nationale du Congo : « Il faut instaurer une gouvernance locale participative de nos minerais, assurer la redevabilité, la traçabilité dans la gestion, la transparence : où vont nos minerais ? Qui les prend ? Qui les a vendus ? Où est allé l'argent ? ».

Le Gouvernement veut renforcer la lutte contre les flux financiers illicites d'origine commerciale (FFIC). Son ministre des Finances, a levé cette option, le 29 octobre, à l'ouverture de la Conférence de haut niveau sur les flux financiers (FFIC), organisée par la Coopération allemande (GIZ) en collaboration avec les trois régies financières congolaises (DGI, DGRAD et DGDA). Cette conférence vise à renforcer la synergie entre les services fiscaux pour aboutir à des conclusions tangibles et à une feuille de route pour une réforme profonde du secteur. L'enjeu est de parvenir à une meilleure traçabilité des transactions et à l'élimination de l'évasion fiscale, afin de favoriser le retour des capitaux au pays. « Ces flux constituent aujourd'hui l'un des principaux obstacles à la mobilisation des ressources internes dans l'économie africaine. Selon les données de l'Union africaine, le continent perd chaque année près de 90 milliards de dollars américains... Pour la RDC, ces pertes se chiffrent en milliards de dollars qui manquent cruellement au budget national », a relevé le ministre des Finances. Considérant que le secteur minier représente le pilier de l'économie congolaise et demeure le principal foyer des vulnérabilités fiscales et économiques, le ministre des Finances est revenu sur les actions menées par le Gouvernement pour inverser la tendance et canaliser vers le Trésor public les flux financiers provenant des activités minières. Il a notamment évoqué : -la Stratégie nationale de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, qui sert de pilier fondamental à la protection du système ; - la création et l'installation du Comité national de mise en œuvre des sanctions financières cibles, qui démontre la volonté du Gouvernement de se doter d'un dispositif solide ; -la signature, septembre 2024, des conventions fiscales internationales visant à lutter contre l'évasion fiscale, l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices. Ces conventions alignent la RDC sur les standards internationaux de coopération et de transparence fiscale ; - l'installation récente d'une Unité opérationnelle d'échanges d'informations fiscales, devant être connectée aux 171 juridictions membres du Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Cet outil est crucial pour accéder aux informations fiscales internationales et détecter les pratiques frauduleuses dans le secteur minier.

Vendredi 31 octobre.

« La situation humanitaire en RDC est l'une des plus graves au monde », décrit Antonio Guterres. « Depuis trois décennies, le peuple de la RDC endure un cycle sans fin de violence, de faim, de déplacements et de souffrances. Rien que cette année, les violences armées ont fait des centaines de morts et des milliers de blessés. Plus de 21 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire. 5,7 millions sont déplacées. Plus de 27 millions souffrent d'insécurité alimentaire », a-t-il rappelé. Il fait remarquer que les services essentiels s'effondrent, y compris les systèmes de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement. Mais, prévient-il, la situation demeure extrêmement préoccupante : les violences persistantes dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri compromettent la stabilité de l'ensemble de la région des Grands Lacs. « Cette conférence doit marquer un tournant. Des millions de civils comptent sur le soutien de la communauté internationale. J'exalte les donateurs à soutenir le Plan de réponse humanitaire, qui manque cruellement de ressources. Par-dessus tout, les combats doivent cesser et les accords de paix doivent être mis en œuvre sans délai », a-t-il plaidé. Il appelle les parties à honorer leurs engagements au titre de l'Accord de Washington et de la Déclaration de principes de Doha, et se conformer pleinement à la résolution 2773 du Conseil de sécurité. « La souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC doivent être respectées. Et les causes profondes de l'instabilité et de la violence qui minent la région doivent être traitées à la racine. Tout au long de ce processus, les Nations Unies continueront de soutenir les efforts de paix, notamment à travers l'appui de la Monusco à la mise en œuvre d'un cessez-le-feu permanent ». **Conférence de Paris : 1,5 milliard d'euros mobilisés pour la paix et l'aide humanitaire dans les Grands Lacs.** Le Président français a insisté sur le fait que les fonds mobilisés ne doivent pas être perçus comme une aide ponctuelle, mais comme un investissement pour la paix, la dignité et l'avenir de millions de personnes. « Aujourd'hui, ensemble, nous avons franchi une étape. Je suis fier d'annoncer que vous avez collectivement mobilisé plus de 1,5 milliard d'euros d'assistance ». Cette conférence marque une avancée significative dans la mobilisation internationale pour répondre aux urgences humanitaires et soutenir les efforts de paix dans la région des Grands Lacs, en particulier en RDC. Elle renforce les engagements politiques et financiers autour de la mise en œuvre de solutions durables.

Près de 9 000 ménages de déplacés enregistrés dans la zone de santé de Kibirizi, soit environ 44 mille personnes. Ces nouveaux déplacés s'ajoutent à plus de 7 000 autres ménages arrivés entre juillet et août derniers dans la même zone, et qui ont bénéficié de l'assistance de l'ONG Mercy-Corps à Bulindi, fin septembre dernier, précisent les mêmes sources.

Près de 700 Congolais refoulés de l'Angola depuis le 23 octobre signalés au Kwango. Parmi eux, on compte des femmes et des enfants. Des organisations humanitaires locales, dont l'ECVM et Prodelma, déplorent des cas de viols et de fouilles commis sur les refoulés par des hommes en uniforme du pays voisin. Le vice-président du cadre de concertation de la société civile du Kwango invite le gouvernement à revoir ses relations diplomatiques avec l'Angola. Il parle d'une situation humanitaire critique des refoulés, sans moyens de subsistance. « Il y en a qui ont été dépourvus

de tous leurs biens. Il y a aussi ceux qui sont malades et hospitalisés. Que le Gouvernement améliore ses rapports diplomatiques avec son voisin l'Angola, que nous avons toujours considéré comme un pays frère. Nous nous étonnons de voir qu'à tout moment, il y a des vagues de refoulés qui proviennent d'Angola. Que le Gouvernement de la République, avec le concours des ONG humanitaires, organise une assistance urgente et holistique ». En octobre 2024, près de 300 Congolais ont été refoulés de l'Angola. D'après les enquêtes menées par les services de sécurité sur place, il ne s'agissait pas d'un refoulement étatique. L'administrateur du territoire avait rapporté que ces personnes auraient été rapatriées de force après être entrées illégalement dans la concession d'un entrepreneur du secteur du diamant. La police les aurait expulsées hors du territoire de la province de Lunda-Nord (Angola) vers la RDC, sur réquisition de cet entrepreneur. (**Actualité.CD**)

Evelyn Etti affirme l'engagement du PAM à continuer de soutenir les déplacés au Nord-Kivu. La Directrice adjointe du Programme alimentaire mondial (PAM) en RDC, a souligné que, malgré les contraintes financières, le PAM reste engagé à soutenir les déplacés : « Une délégation arrive la semaine prochaine pour aller voir ce qu'il faut faire là-bas. Nous avons un programme très important pour les déplacés venus d'ailleurs. Ils sont nombreux et intégrés dans les familles ici. Malheureusement, nous ne disposons pas de financements aussi importants que par le passé, mais nous continuons à les soutenir. Nous espérons que tout le monde pourra rentrer bientôt, mais tant qu'ils sont là, nous leur apporterons notre aide. Nous soutenons également les mamans et les enfants, notamment en matière de nutrition ». Elle a remercié les autorités provinciales du Nord-Kivu pour leur soutien aux activités du PAM dans cette partie du pays.

Semaine du climat : plaidoyer pour la valorisation du patrimoine forestier national. Du 27 au 30 octobre, les participants à la première Semaine nationale du climat ont recommandé la valorisation du patrimoine forestier national en RDC. Ils ont encouragé le gouvernement à faire du programme « La forêt, c'est nous » un outil complet d'éducation, de mobilisation citoyenne et de financement climatique. En quatre jours de travaux, ils ont également plaidé pour la création d'emplois et la promotion du développement durable. Au cours de ces assises, l'État a été invité à garantir aux peuples autochtones et aux communautés locales un traitement digne, en reconnaissance de leur rôle dans la préservation des forêts. Les participants ont également préconisé que la RDC adopte une position unifiée lors de la conférence internationale sur le climat, prévue en novembre à Belém, au Brésil. La Première ministre Judith Suminwa s'est engagée à traduire les recommandations issues de ces assises en actions concrètes, afin d'obtenir des résultats tangibles. Cette rencontre a réuni autour d'une même table les 26 ministres provinciaux de l'Environnement, des membres de la société civile et des professeurs d'université, favorisant un dialogue inclusif sur les enjeux climatiques du pays. Ce forum a été placé sous le thème : « Forêt, biodiversité et tourbières : mobilisation des finances climatiques pour le développement durable de la République démocratique du Congo et du bassin du Congo ».

Transformation locale des minerais : le député Thierry Mulumba dépose une proposition de loi à l'Assemblée nationale.

L'élu de Demba, dans la province du Kasaï-Central, souhaite promouvoir l'industrialisation du pays par la valorisation locale des ressources minières, afin d'accélérer la croissance économique et le développement national. Selon lui, cette initiative législative vient combler un vide juridique laissé par le Code minier, qui encadre principalement les activités d'exploration, d'acquisition de droits miniers, d'extraction et de concentration, soit seulement 15 % du marché mondial des substances minérales. « Le Code minier prévoit, notamment dans ses articles 82 et 108, que la transformation des substances minérales doit être régie par une législation spécifique. C'est ce que nous proposons aujourd'hui », a expliqué Thierry Mulumba. La loi introduite vise à encadrer les activités industrielles post-extractives, qui représentent 85 % du marché international. « L'application de cette loi aura un impact significatif sur l'économie nationale et sera bénéfique pour la population, qui pourra en tirer des dividendes concrets », a-t-il affirmé.

